

Couverture médiatique du Grand rassemblement de l'éducation en français (GREF) 2014

Par ordre chronologique de diffusion

- Reportage nouvelle à la Radio de Radio-Canada portant sur le GREF et la Pédagogie à l'école de langue française (PELF) diffusé le samedi 12 avril au bulletin de 7 heures d'Ottawa-Gatineau :
- Article dans le quotidien Le Droit d'Ottawa paru le vendredi 11 avril et intitulé «Un rendez-vous pour conjuguer francophonie et éducation»



- Texte sur le site Web de Radio-Canada portant sur le GREF 2014 et intitulé «Francophonie canadienne : des intervenants en éducation participent à un congrès à Ottawa»
 - <http://ici.radio-canada.ca/regions/ottawa/2014/04/11/009-francophonie-canadienne-gref-congres.shtml>

Francophonie canadienne : des intervenants en éducation participent à un congrès à Ottawa

Mise à jour le vendredi 11 avril 2014 à 17 h 19 HAE



Le commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, a prononcé un discours lors du Grand rassemblement de l'éducation en français (GREF) à Ottawa. Photo : GFREF

Près de 600 personnes participent depuis jeudi au Grand rassemblement de l'éducation en français (GREF) à l'hôtel Westin à Ottawa. L'évènement se déroule jusqu'au samedi 12 avril.

Le GREF est un congrès national qui se déroule sous l'égide du Regroupement national des directions générales de l'éducation (RNDGE) et de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF).

L'évènement, qui a lieu pour la troisième fois, s'adresse aux enseignants, aux gestionnaires scolaires et aux professionnels du secteur de l'éducation en langue française, partout au Canada.

Un nouvel outil pédagogique numérique a été présenté, vendredi, afin d'aider les enseignants à mieux intervenir auprès de leurs élèves.

Il s'agit de capsules téléchargeables sur le web qui permettront aux professeurs de peaufiner leurs techniques pédagogiques.

L'objectif est d'outiller les enseignants afin qu'ils puissent mieux comprendre les besoins des élèves en milieu minoritaire, mais aussi sensibiliser ces derniers à leurs origines francophones et à l'importance du français.

Le congrès constitue aussi une occasion pour ces professionnels en éducation d'échanger avec leurs collègues, qui proviennent parfois de conseils scolaires comptant parfois une ou deux écoles.

D'après un reportage de Michel-Denis Potvin.

- Entrevue avec Gyslaine Hunter-Perreault, présidente du RNDGE sur le GREF 2014 à l'émission d'actualité Midi Trente à la radio de Radio-Canada au Manitoba
- Entrevue avec Gyslaine Hunter-Perreault, présidente du RNDGE sur le GREF 2014 à l'émission d'actualité Midi Trente à la radio de Radio-Canada à Ottawa



- Prépapier sur le GREF 2014 par Express Ottawa: Entrevue avec Bernard Roy, coprésident de l'événement

- Entrevue avec Gilberte Godin, coordonnatrice de la PELF et Roger Paul, directeur général de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones au sujet de la PELF et de la Banque de ressources éducatives du Canada (BREC) pour Francopresse (publié le 4 avril 2014)

Former sur l'identité en 168 capsules et 400 minutes

Par Jean-Pierre Dubé, APF

Pédagogie à l'école de langue française

Les élèves parlent anglais. Que faire? Une vidéo propulse l'enseignant dans la réalité de l'école et propose en 120 secondes des approches éprouvées. La pédagogie en milieu minoritaire est enfin définie et la formation sera offerte sur le Web dès septembre.

L'enseignement en milieu minoritaire exige une pédagogie spécialisée. « Si t'arrives du Québec ou comme nouveau prof dans notre système, explique Roger Paul, le directeur général de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF), c'est pas juste enseigner en français. La réalité des communautés fait que tu dois aussi comprendre les enjeux de langue et de culture. »

Des générations d'enseignants ont développé des outils. Mais la mission des 28 conseils scolaires francophones au pays devait s'exprimer nationalement par une pédagogie distincte. Son développement a été confié à la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE). Le mandat provient des ministères de l'éducation des provinces et territoires, sous l'impulsion de la communauté éducative rassemblée par la FNCSF.

C'est ainsi qu'est née la Pédagogie à l'école de langue française (PELF). Le mandat est double, selon la coordonnatrice du projet, Gilberte Godin. « Les ministères nous ont demandé de définir cette pédagogie et de préparer une formation pour les enseignants ». Les programmes de 600 écoles françaises réunissant 150 000 élèves sont visés.

« On a beau être le meilleur enseignant au monde, estime l'ex-directrice d'école de Dieppe (NB), ce n'est pas seulement son identité qui compte. Il y a aussi l'identité de



La coordonnatrice de la PELF, Gilberte Godin.

l'élève et les aspects qui appartiennent aux deux. Normalement, c'est l'un ou l'autre. Notre approche est inusitée.

La coordonnatrice présentera un atelier sur la PELF lors du 3^e Grand regroupement de l'éducation française, organisé par la FNCSF et qui réunira 500 participants à Ottawa, du 10 au 12 avril. Le lancement officiel de la formation aura lieu lors du congrès annuel de l'Association canadienne d'éducation en langue française.

Voici la définition : « La PELF est destinée tant au personnel enseignant qu'aux élèves et consiste en une démarche d'enseignement – apprentissage visant le développement identitaire francophone individuel et collectif. » Deux conditions critiques s'ajoutent quant au climat des relations interpersonnelles en classe et à l'influence partagée entre élèves et enseignants sur les apprentissages.

Quatre concepts de base

Les élèves et le personnel enseignant :

- prennent conscience des enjeux de la francophonie et agissent sur leur réalité
- enrichissent leur bagage linguistique et culturel par une exploration de la francophonie dans une perspective contemporaine
- vivent des apprentissages contextualisés qui donnent du sens à ce qui se vit dans leur réalité par rapport à la francophonie
- stimulent leur confiance langagière et culturelle et leur motivation à s'engager dans la francophonie

La FCE a choisi de lancer la nouvelle formation sur une plateforme Web. Quatre équipes de travail ont regroupé une cinquantaine de chercheurs universitaires, enseignants de l'élémentaire et du secondaire ainsi que des technos-pédagogues. Selon Gilberte Godin, les spécialistes de l'intégration des technologies ont guidé les enseignants dans le développement des contenus.

Toute la formation sera concentrée dans 168 capsules vidéos d'environ deux minutes chacun. La préparation des capsules résulte d'une collaboration avec Les Productions Rivard, de Winnipeg. La scénarisation est l'œuvre de Gilberte Godin et du directeur des Services aux francophones de la FCE, Ronald Boudreau.

« Chaque capsule permet de se retrouver dans un moment pédagogique, souligne la coordonnatrice, en salle de classe avec tout ce qu'il y a de plus authentique. C'est vrai qu'on est dans un scénario, mais tous sont inspirés de vraies situations : l'insécurité linguistique, la pression des pairs, le manque de références culturelles, par exemple. »

Le menu tout simple permet de revoir des extraits de scènes où sont explorés les concepts. La formation peut se faire en furetant d'une capsule à l'autre au gré de la curiosité. On peut également suivre six trajectoires de formation, fondées sur les deux

conditions et quatre concepts. Un total de six heures et demie de visuel est offert en ligne.

Gilberte Godin fonde de grands espoirs sur ces outils. « Il y a des sujets épineux dans les communautés, par exemple les communications en anglais avec les parents. La discussion revient et on ne trouve pas facilement de solution. Nos capsules peuvent servir à lancer des discussions.

« Être à l'aise avec son identité francophone, soutient la pédagogue, ça déborde la salle de classe. L'école n'arrive pas à elle seule à animer l'identité d'une communauté. Il y a des choix à faire dans la vie quotidienne. Avec les volets communautaires et politiques, on essaie de montrer tout le potentiel de l'apprentissage.

« La PELF ajoute de la valeur à l'offre éducative en français au Canada, propose-t-elle. On espère aider les prochaines générations à rester dans la communauté. Il y a beaucoup plus que d'être bilingue à tirer de la francophonie. On peut y trouver son plein potentiel. »

Le directeur général de la FNCSF ne cache pas sa satisfaction. « On a finalement développé la PELF. Elle apporte une cohésion très prometteuse dans notre message. Maintenant, il s'agit de la faire connaître, de former et de sensibiliser pour l'avenir. »

- Article dans Francopresse paru le lundi 21 avril 2014 et intitulé *La francophonie est-elle un atout économique?*

<http://francopresse.ca/index.cfm?voir=article&id=68572§eur=>

1

La francophonie est-elle un atout économique?

Par Amina Hufane, collaboration spéciale, APF

Grand rassemblement de l'éducation en français

Faire de la francophonie un levier puissant dans l'économie canadienne a été le grand sujet de discussion du 3^e Grand rassemblement de l'éducation en français (GREF) qui s'est déroulé à Ottawa les 11 et 12 avril. Selon un expert, « chaque dollar provenant de l'espace économique francophone contribue à 1,52 \$ au PIB (produit intérieur brut). »



Louis Alain (CDEM), Aldéa Landry (Landal Inc.) et Mario Lefebvre (Conference Board) ont partagé la tribune sur la francophonie comme levier économique.

Le directeur du Centre des études municipales au *Conference Board du Canada*, Mario Lefebvre, soutient que la francophonie contribue à l'essor de l'économie. « Les francophones en situation minoritaire œuvrent dans le secteur de l'administration publique et de l'éducation. Cette population connaît un taux de chômage faible et un revenu moyen élevé.

« Le revenu moyen des travailleurs francophones hors Québec, précise Mario Lefebvre, est plus élevé que la moyenne provinciale dans toutes les provinces, à part le Nouveau-Brunswick où l'écart est très petit. Grâce à la qualité de l'éducation, ces personnes réussissent à aller chercher des salaires importants, une fois sur le marché du travail ».

Le GREF a réuni 600 intervenants en éducation et partenaires de la francophonie sous la tutelle du Regroupement national des directions générales de l'éducation (RNDGÉ) et de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF). Les participants ont réfléchi à l'importance de l'éducation française, tant sur le plan économique et politique que numérique.

Selon Aldéa Landry, présidente de l'entreprise de consultation Landal, de Moncton, « l'éducation est la clé de notre développement économique et social, de notre survie et notre épanouissement comme francophones. L'éducation est importante comme choix de développement économique parce que nous sommes dans un monde en constante évolution.

« Le savoir se renouvelle à tous les cinq ans, souligne-t-elle, et il faut que notre système d'éducation s'adapte. Il est important de mettre l'emphase sur la polyvalence, l'entrepreneuriat et la littératie. Il ne faut pas seulement former les étudiants de façon verticale, mais leur donner des habilités et des connaissances transversales. »

Celle qui se présente comme « courtière du savoir » insiste sur « le lien entre l'éducation et le monde des affaires, l'éducation et le communautaire. Il ne faut pas juste regarder l'éducation dans la transmission de connaissances, mais aussi dans l'impact de nos institutions éducatives sur le plan économique dans nos régions ».

Les propos du directeur général du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM), Louis Alain, s'inscrivent dans la même lignée. « Lorsqu'il s'agit de relancer l'économie, faisons-le non pas seulement pour la prospérité, mais sur des pistes plus durables. Il est important de tenir compte d'un bon environnement, de prospérité, de tout l'espace social dans lequel le joueur de pointe est le monde de l'éducation. »

Il est primordial, selon l'ancien enseignant, que les directions d'écoles, les communautés et les partenaires travaillent en synergie. « Le fait de travailler ensemble crée de scénarios assez intéressants qui font toute une différence dans les communautés. »

La première édition du GREF s'est déroulée à Halifax en 2010 et la deuxième à Edmonton en 2012. La prochaine pourrait avoir lieu au Nouveau-Brunswick en 2016.

- Magazine *Pour parler profession* de l'Ordre des enseignantes et enseignants de l'Ontario –édition de juin 2014

VOTRE PROFESSION // RÉSEAUTAGE //

CONGRÈS GREF

LE 3^e GRAND RASSEMBLEMENT DE L'ÉDUCATION EN FRANÇAIS (GREF) s'est tenu du 10 au 12 avril dernier, à Ottawa, et Marie Lanthier-Di Sanza, chargée de projet pour le congrès, est franchement heureuse : «Ils étaient plus de 600! Des enseignants, des administrateurs scolaires, des directions d'école, des conseillers pédagogiques...»

Ils étaient en effet venus nombreux et de partout au Canada pour réfléchir aux enjeux actuels de l'enseignement en milieu minoritaire. Le thème de cette année, *La francophonie canadienne : un levier puissant*, voulait mettre en lumière l'impact de l'éducation en français pour les citoyens, et sur les plans économique et politique. Les experts en la matière et diverses personnalités se sont exprimés, souvent avec beaucoup d'humour, devant une assemblée remarquablement convaincue.

Mais le GREF, c'est aussi plus de 30 ateliers où sont présentés des outils et des démarches pédagogiques. Parmi ceux de cette année, mentionnons : Enseigner et apprendre avec une tablette, Économie et apprentissage par projet, Comment s'approprie-t-on une culture? et Pédagogie à l'école de langue française.

Au retour, comme le suggérait une participante, «on va organiser une réunion». Histoire d'en faire bénéficier les collègues, car le partage est une belle tradition francophone.

– d'Hélène Matteau

PHOTOS : MARC POWLER



De haut en bas :
M^{re} François Boileau, commissaire aux services en français de l'Ontario; Janine Griffore, sous-ministre adjointe, Division de l'éducation en langue française, de l'éducation autochtone et de la recherche; Graham Fraser, commissaire aux langues officielles; et (de gauche à droite) Dominic Giroux, Alexis Couture, président de la Fédération de la jeunesse canadienne-française, et Graham Fraser.